

Ensemble ou séparément : l'Argentine, le Brésil et l'ALENA

hisser au niveau de l'Argentine, le Brésil doit de toute évidence libéraliser davantage son économie, une entreprise qui ne sera pas facile. Or c'est de ces réformes que dépend l'avenir du MERCOSUR.

Les dissemblances entre les politiques économiques de l'Argentine et du Brésil pourraient nuire de différentes manières aux relations entre les deux pays au sein du MERCOSUR. D'un point de vue général, les efforts visant à établir et à faire appliquer une politique commune en matière de commerce extérieur seront constamment contrés à moins qu'il n'y ait un minimum de convergence des politiques et des pratiques économiques nationales. Pour être plus précis, les conditions plus favorables à l'investissement en Argentine encourageront les entreprises étrangères intéressées à approvisionner le marché du MERCOSUR à investir d'abord dans ce pays. Cette situation par ailleurs intéressante du point de vue de l'Argentine ne manquera pas de créer un grand malaise au Brésil. Tout indique que l'Argentine jouit déjà d'un certain avantage. L'auteur d'un rapport récent de Reuter note que « [traduction] les manufacturiers préfèrent s'établir en Argentine plutôt qu'au Brésil depuis que la libéralisation des échanges entre les deux pays s'est engagée pour de bon l'an dernier³⁴. » D'après les données statistiques sur les flux de capitaux étrangers, les investissements effectués en Argentine ont été beaucoup plus importants que ceux dont a bénéficié le Brésil³⁵.

Selon différentes sources, les investisseurs étrangers sont nombreux à estimer que la conjoncture leur est plus favorable en Argentine qu'au Brésil. Dans une étude publiée récemment, le McKinsey Global Institute laisse entendre que les investisseurs internationaux sentent que l'environnement créé par la politique économique diffère nettement selon que l'on se trouve en Argentine ou au Brésil. Dans un sondage effectué en 1994 par McKinsey, les investisseurs se seraient entendus pour dire que l'Argentine offre un cadre politique et économique axé sur les besoins du marché, et un régime financier libéral. Aux yeux de la majorité des investisseurs, la situation économique et politique qui règne au Brésil n'est pas favorable aux affaires, et le système financier brésilien est restrictif. Les auteurs du rapport arrivent à la conclusion

³⁴ "Brazil, Argentina Car Dispute Threatens Trade Group", Australian Financial Review, Reuter Business Brief, 23 juin 1995.

³⁵ Les flux cumulés d'investissement direct en Argentine pour 1990-1992 se sont élevés à 9,7 milliards de dollars US, comparativement à 4 milliards de dollars US au Brésil. Investissement direct étranger, pays de l'OCDE et économies dynamiques d'Asie et d'Amérique latine, OCDE, Paris, 1995, p. 27. Les influx totaux de capitaux privés en 1993 se sont élevés à 15,1 milliards de dollars US en Argentine (12 % du PIB), comparativement à 13,4 milliards de dollars US au Brésil (4,4 % du PIB). Banque mondiale, Les perspectives économiques mondiales et les pays en développement, Washington, D.C., avril 1995, p. 84.